

NOTE CONCEPTUELLE

Forum ministériel africain sur l'intégration des TIC dans les systèmes d'éducation et de formation

9-11 décembre 2013
Tunis (Tunisie)

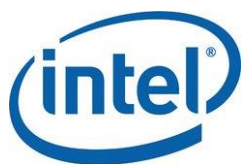
Organisé par :



African Development
Bank Group



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



Association for the
Development
of Education
in Africa

Sous les auspices du Gouvernement tunisien à travers le ministère de l'Éducation

Sommaire

1. Introduction
2. Justification : Changements de paradigme à opérer *et intégration pertinente et efficace des TIC dans les systèmes d'éducation et de formation*
3. Objectifs
4. Résultats escomptés
5. Thèmes et structure du Forum
6. Participants
7. Documents de référence

1. Introduction

Plusieurs rapports récents font référence à l'Afrique comme étant le continent de l'avenir. Le rapport semestriel de la Banque Mondiale intitulé « Perspectives pour l'économie mondiale » classe seize pays africains parmi ceux affichant les taux de croissance estimés les plus élevés pour 2013 et 2014. Le *Rapport 2012 sur les progrès en Afrique* révèle que sept des pays à plus forte croissance économique dans le monde se trouvent en Afrique, alors que, d'un autre côté, plus de trente millions d'enfants africains ne sont pas scolarisés et le continent ne sera pas en mesure d'atteindre l'objectif d'éducation primaire universelle d'ici 2015.

Le rapport de la Banque africaine de développement intitulé « L'Afrique dans 50 ans » fait savoir que l'avenir de l'Afrique sera déterminé par la capacité de ses économies à relever les défis qui les attendent en investissant dans leurs villes, en maîtrisant les flux migratoires, en transformant l'agriculture, en assurant une meilleure gestion de leurs ressources naturelles et en conjuguant leurs efforts pour faire leur entrée tout en bas du marché mondial des biens et des services.

La Triennale 2012 de l'ADEA à Ouagadougou s'est penchée sur la question de la capacité de l'Afrique à atteindre l'objectif susmentionné dans un monde de plus en plus compétitif et globalisé. Il est manifestement ressorti des discussions au cours de cette rencontre que beaucoup dépendra de la capacité des sociétés et économies africaines à promouvoir des systèmes d'éducation et de formation qui produisent les connaissances, les compétences et les qualifications requises pour le développement durable du continent.

Dans ce contexte, l'un des principaux enjeux aujourd'hui consiste à déterminer si les systèmes d'éducation et de formation africains conçoivent et mettent en œuvre des orientations et des stratégies qui aideront à relever les défis présents et à soutenir le développement du capital humain nécessaire pour impulser le développement durable du continent et une croissance qui ne fait pas d'exclus.

Pour relever ces défis immédiats, l'Afrique devra offrir des perspectives de scolarisation à plus de 30 millions d'enfants en âge de scolarisation primaire qui ne vont pas à l'école, embaucher plus d'un million d'enseignants en moins de deux ans (soit près de 1/3 des effectifs actuels) et trouver les solutions efficaces aux sempiternels problèmes associés à la disponibilité et à la pertinence des manuels scolaires. Il faudra, pour atteindre ces objectifs, investir davantage dans des systèmes d'éducation et de formation pertinents qui offrent à tous l'accès à un apprentissage de qualité, alors que les ressources se font déjà rares. Il est donc urgent que les systèmes d'éducation et de formation africains non seulement améliorent leur capacité à concevoir, planifier et mettre en œuvre des politiques et des stratégies, mais élaborent aussi des formules stratégiques, novatrices, durables et économiques pour améliorer la qualité et l'accès.

2. Justification : Changements de paradigme à opérer *et intégration pertinente et efficace des TIC dans les systèmes d'éducation et de formation*

Aujourd'hui, l'intérêt porté à la possibilité qu'offrent les TIC de transformer les mécanismes et les résultats de l'apprentissage en Afrique se traduit en général par la mise en place de technologies. Dans la plupart des cas, ce déploiement est le fruit d'une volonté politique ferme, et la conception et la mise en œuvre de l'intégration des TIC aux politiques d'éducation et de formation sont généralement confiées aux spécialistes des technologies.

L'intégration des TIC dans les systèmes d'éducation et de formation a été, et reste, un défi pour beaucoup de ces systèmes, et ce, en raison de plusieurs facteurs, dont ceux expliqués ci-après :

- (i) les politiques, les stratégies, voire les projets relatifs aux TIC, élaborés sans que les acteurs du secteur de l'éducation ne soient étroitement associés au processus et à son pilotage, se focalisent sur l'investissement dans les technologies et finissent par déboucher sur des stratégies de mise en œuvre peu avisées qui donnent lieu à un décalage entre le déploiement des technologies et la capacité des systèmes d'éducation et de formation à assimiler l'innovation impulsée par les technologies et à moderniser les méthodes pédagogiques en conséquence ;

- (ii) le processus cherche à amener un secteur très innovant et dynamique, celui des TIC, à contribuer au développement des systèmes d'éducation et de formation, considérés comme relativement conservateurs ; et
- (iii) les principaux acteurs du secteur informatique n'étaient pas bien définis ni représentés, ce qui a inhibé l'interaction entre la communauté de l'éducation et le secteur informatique, laquelle interaction constitue pourtant un facteur essentiel à la mise en place de dispositifs qui aideraient à développer les connaissances, les compétences et les partenariats nécessaires à une intégration pertinente, efficace et à grande échelle des TIC.

Les recherches sur cette question montrent qu'il existe de nos jours un nombre considérable d'initiatives visant à introduire les TIC dans les systèmes d'éducation et de formation en Afrique, et que nous disposons maintenant d'un vivier d'experts africains et internationaux ayant suffisamment de connaissances dans ce domaine. Les conditions sont donc réunies pour accompagner les efforts des systèmes d'éducation et de formation africains pour passer à la phase *d'intégration méthodique et programmée des TIC en élaborant des politiques et stratégies nationales pertinentes et efficaces d'intégration des TIC aux systèmes d'éducation et de formation* afin de :

- a. favoriser et accélérer la transformation nécessaire des systèmes d'éducation et de formation en améliorant leur pertinence et leur qualité et en les rendant plus accessibles, dans le droit fil des objectifs des politiques nationales en matière d'éducation ;
- b. donner aux apprenants les connaissances, les compétences et les qualifications cruciales en matière de TIC qui leur permettront de devenir des acteurs à part entière de la société du savoir et d'impulser et faciliter le développement durable ; et
- c. offrir aux populations marginalisées, notamment les apprenants de sexe féminin et ceux des zones rurales, des possibilités d'apprentissage et de développement des compétences ;

Le passage à la phase d'intégration méthodique et programmée des TIC nécessiterait impérativement quelques changements d'orientation considérés comme cruciaux pour le succès de l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et stratégies pertinentes et efficaces. Ces changements sont les suivants :

- L'élaboration et la mise en œuvre des stratégies d'intégration des TIC devraient être dictées par les objectifs stratégiques de l'éducation et, par conséquent, pilotées par les ministères chargés de l'éducation et de la formation.
- L'intégration des TIC devrait être axée sur l'apprentissage, ce qui en retour exigerait notamment de redéfinir les méthodes pédagogiques et les rôles et responsabilités des

ministères en charge de l'éducation et de la formation en ce qui concerne la mise à disposition des technologies voulues.

- L'éducation est la responsabilité de Tous, et pas seulement celle des gouvernements, des décideurs, des administrateurs et des experts du secteur. Cela suppose que seules des formules axées sur des partenariats – entre les départements ministériels, la société civile, les organismes de développement, le secteur privé – mèneront aux résultats attendus de l'intégration des TIC aux systèmes d'éducation et de formation.

3. Objectifs :

L'activité envisagée est un forum ministériel de trois jours réunissant les acteurs de l'éducation et de la formation, y compris les décideurs, les partenaires au développement, le secteur privé spécialisé dans les TIC et la société civile en Afrique, qui se tiendrait à Tunis (Tunisie) en décembre 2013. L'organisation de ce forum ministériel vise à établir une plateforme de dialogue de haut niveau sur les politiques et de partage des connaissances sur la façon de mettre à profit les possibilités qu'offre l'intégration des TIC aux systèmes d'éducation et de formation sur les aspects suivants :

- fournir un accès universel à une éducation de qualité et des possibilités de perfectionnement à tous les Africains ;
- doter les apprenants des compétences qui leur permettent de devenir des acteurs à part entière de la société du savoir ;
- promouvoir, par le biais du système éducatif, la culture et la créativité numériques dont l'Afrique a besoin pour renforcer les capacités d'innovation du secteur des technologies de l'information.

4. Résultats attendus

Les résultats attendus du Forum ministériel incluent :

- a. Définition commune de l'idée de *l'intégration pertinente et efficace des TIC aux systèmes d'éducation et de formation en Afrique*, et de ce que cela suppose en termes de changement d'approche ainsi que d'élaboration, de mise en œuvre et de viabilité des politiques et stratégies.
- b. Sensibilisation à la nécessité de prendre librement des engagements politiques fermes en faveur d'une intégration méthodique et programmée des TIC aux systèmes d'éducation et de formation.
- c. Partage des meilleures pratiques et des expériences novatrices sur les moyens de promouvoir les compétences en TIC qui permettront aux citoyens de devenir des acteurs à part entière de la société du savoir et d'impulser la transformation souhaitée.
- d. Promotion d'un réseau d'acteurs du secteur public (ministères et systèmes d'éducation et de formation, CER, organismes de développement, organisations internationales telles que l'UIT), du secteur privé (opérateurs des télécommunications, fournisseurs de solutions en matière de

TIC, concepteurs de contenus numériques et éducatifs) et de la société civile (diaspora, jeunes, ONG spécialisées dans les TIC et l'éducation), lequel est nécessaire à la mise en place de dispositifs qui favoriseront les partenariats indispensables pour la pertinence et la viabilité des politiques et stratégies de conception et de mise en œuvre de *l'intégration des TIC aux systèmes d'éducation et de formation*.

- e. Promotion de partenariats public-privé entre les gouvernements, les services en charge de l'éducation et les producteurs de contenus ainsi que les compagnies technologiques, afin qu'ils dialoguent et conçoivent des initiatives innovantes qui favorisent l'intégration des TIC.
- f. Confrontation des connaissances, des expériences et des enseignements tirés en Afrique et au-delà afin de mieux éclairer les approches et d'identifier les leviers du changement et les facteurs de succès et d'échec de l'intégration des TIC aux systèmes d'éducation et de formation.
- g. Proposition de stratégies pour aider à combler le fossé entre les sociétés africaines en matière d'accès aux possibilités d'apprentissage - entre zones urbaines et zones rurales, entre les sexes, et vis-à-vis des autres populations marginalisées - en recensant les expériences et enseignements tirés sur le plan du changement d'approche.
- h. Établissement d'une plateforme de partage des connaissances pour éclairer les décideurs, les partenaires et les innovateurs dans le domaine de l'intégration des TIC aux systèmes d'éducation et de formation et rechercher et trouver les renseignements nécessaires à la mise au point de solutions pédagogiques adossées sur les TIC et pertinentes pour le contexte africain.
- i. Sensibilisation à l'importance des avantages économiques, pour les acteurs du secteur privé, de leur participation à l'investissement dans des stratégies et initiatives d'intégration des TIC et de la mise en place de mécanismes de financement innovants fondés sur les intérêts convergents entre les objectifs des politiques liées à l'éducation et le développement économique du secteur privé.

5. Thèmes et structure du Forum

5.1. Thèmes :

Les thèmes découlent des objectifs mentionnés ci-dessus. Ils sont destinés à apporter des réponses et des formules conceptuelles et concrètes sur la manière dont les leviers identifiés peuvent jouer en faveur de la dynamique qui ouvrirait la voie à la nécessaire transformation des systèmes d'éducation et de formation de l'Afrique grâce à l'intégration pertinente et efficace des TIC.

Les thèmes retenus sont les suivants :

Thème	Principale question	Défis et intervention à	PPP :
-------	---------------------	-------------------------	-------

	stratégique	ancrer dans les politiques d'intégration des TIC aux systèmes d'éducation et de formation	Acteurs et ressources disponibles (Produits attendus)
TIC et monde du travail : Aptitudes (écoles et environnement d'apprentissage futurs pour la société du savoir)	Pertinence de l'intégration des TIC aux systèmes d'éducation et de formation ?	Redéfinition des programmes scolaires Élaboration et mise en œuvre des politiques	Pertinence Coût
Possibilités d'apprentissage pour tous : Éducation primaire universelle et alphabétisation, développement des compétences, enseignement supérieur et apprentissage tout au long de la vie	L'intégration des TIC élargit-elle l'accès à l'éducation / comment ?	Populations marginalisées (rurales/victimes de sexisme/handicapées), situations de conflit, etc.	Responsabilités et rôle du secteur privé Comment les PPP peuvent aider
Enseignement et formation (Compétence institutionnelle et individuelle, formation professionnelle continue (FPC), apprentissage centré sur l'élève)	L'intégration des TIC peut-elle contribuer à améliorer les résultats de l'apprentissage / comment ? Rôle des enseignants ?	Compétences des enseignants en matière de TIC Formation d'un plus grand nombre d'enseignants de meilleure qualité Suivi-évaluation	Pertinence Cas de succès recensés
Contenu électronique pour les enseignants	Quel est le contenu qui devrait être élaboré ? Qui ? Comment assurer la viabilité ?	Programme local de développement de contenu électronique Répondre aux besoins des élèves et de la culture scolaire locale Modèle de fonctionnement Renforcement des capacités locales en matière d'élaboration de contenu électronique Accès à Internet Rôle du secteur privé	Opportunités d'affaires et développement du secteur économique au niveau local Financements innovants
Administration et gestion	L'intégration des TIC	LMS qui répond aux	Élaboration du

(SIGE, LMS)	contribue-t-elle à améliorer les services d'éducation et de formation / comment ?	besoins Facile à utiliser Démarche dans la mise en service	système expérimental Mise en service innovante
Environnement favorable	Quel environnement propice à l'intégration effective et efficiente des TIC à l'éducation ? Quels sont les autres principaux acteurs extérieurs ? Quelles sont les politiques requises à cet égard ?	Stratégies bien éclairées (éducation impulsée par des objectifs et centrée sur l'apprentissage) Développement de l'écosystème Mobilisation de ressources Communication stratégique	Élaboration et mise en œuvre de stratégies appuyées par des partenariats Approche innovante de la mobilisation des ressources Les PPP sont des préalables à la mise en place des dispositifs pertinents

Les thèmes seront abordés dans le cadre du Forum ministériel, de l'atelier de haut niveau ou de la Foire de l'innovation.

5.2. Structure :

Le Forum ministériel africain sur l'intégration des TIC aux systèmes d'éducation et de formation s'articule comme suit :

	1 ^{ère} journée	2 ^{ème} journée	3 ^{ème} journée
Réunion ministérielle	✓	✓	
Atelier de haut niveau des responsables des ministères en charge de l'éducation			✓
Exposition des innovations et des partenariats sur le thème « Intégration des TIC aux systèmes d'éducation et de formation »	✓	✓	✓
Atelier à l'intention des directeurs et enseignants d'établissements scolaires	✓	✓	✓
Socialisation et manifestation culturelle		✓	

6. Participants (catégories, contribution financière à la participation, etc.)

Le Forum ministériel devrait recueillir 150 à 170 participants comprenant les groupes d'acteurs suivants :

- Ministres en charge de l'éducation et de la formation

- Décideurs et cadres techniques des ministères en charge de l'éducation, de la formation et de la technologie
- Professionnels dans les domaines de l'éducation, de la formation, des technologies et du développement des compétences (instituts techniques, universités, instituts de recherche)
- Participants des secteurs public et privé dans des domaines englobant l'éducation, la formation et la technologie
- Sociétés spécialisées dans les TI
- Experts régionaux et internationaux participant à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques d'éducation et de formation et à l'intégration des TIC aux dites politiques (agences de développement, communautés économiques régionales (CER))
- Élèves/étudiants et jeunes (organisations de la société civile, organisations de jeunes)
- Membres de la diaspora africaine qui se sont distingués dans le domaine de l'intégration des TIC aux systèmes d'éducation et de formation

7. Bibliographie (par ordre chronologique et dans la langue de publication d'origine) :

- Komane, J., et T. Mays . 2001. " Open and Distance Learning in Sub-Saharan Africa - A Literature Survey on Policy and Practice" , document produit par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA, 2001).
- Open and Distance Learning Policy Development (COL, 2001).
- Tinio, V. ICT in Education (UNDP, 2002).
- L'enseignement à distance et l'apprentissage libre en Afrique sub-saharienne : état des lieux dans les pays francophones fin 2001 (ADEA, 2003).
- Komane, J., et T. Mays . 2004. " Technologies de l'information et de la communication en éducation : Un Programme et un cadre pour la formation continue des enseignants" , document produit pour l'UNESCO.
- Technologies de l'information et de la communication en éducation : Un Programme et un cadre pour la formation continue des enseignants (ADEA, 2004).
- Butcher, Neil. 2004. " L'infrastructure technologique et l'utilisation des TIC dans le secteur de l'éducation en Afrique : Vue générale" , document produit par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA, 2004).
- Costing Distance Education and Open Learning in Sub-Saharan Africa: A Survey of Policy and Practice (ADEA-COL-SAIDE, 2005).
- Farrell, Glen and Shafika Isaacs. 2007. *Survey of ICT and Education in Africa: A Summary Report, Based on 53 Country Surveys*. Washington, DC : infoDev / World Bank (Banque mondiale, 2007).
- Les TIC au service de l'éducation : impact et enseignements retenus des activités

appuyées par IICD (IICD, 2007).

- ICT and Changing Mindsets in Education / Repenser l'éducation à l'aide des TIC (ERNWACA / ROCARE, 2008).
- Karsenti, T. (dir.). Intégration pédagogique des TIC : Stratégies d'action et pistes de réflexion (CRDI, 2009).
- Afrique : Bilan en matière d'utilisation pédagogique des NTIC dans le secteur de l'éducation (AFD, 2010).
- Africa's ICT Infrastructure: Building on the Mobile Revolution (The World Bank, 2011).
- Transforming Education: The Power of ICT Policies (UNESCO, 2011)
- Intégration pédagogique des TIC : Succès et défis de 100+ écoles africaines – 3^e édition (IDRC, 2012).
- UNESCO Working Paper Series on Mobile Learning: Mobile Learning for Teachers in Africa and the Middle East (UNESCO, 2012).
- UNESCO Working Paper Series on Mobile Learning: Turning on Mobile Learning in Africa and the Middle East (UNESCO, 2012).
- Glen M. Farrell. Marketing and Branding of Open and Distance Learning (COL, 2102)
- Le Rapport « Elearning Africa 2012 » (Elearning Africa 2012)
- Engida, T. ICT-enhanced Teacher Standards for Africa (ICTeTSA) (UNESCO-IICBA, 2012)